



C'était en septembre 2000. Les dirigeants des États membres de l'ONU se réunissaient à New York pour un sommet extraordinaire consacré à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Une idée y fut réaffirmée : le monde a les moyens de faire reculer ces tragédies mondiales. Tous les pays s'engagèrent à atteindre huit objectifs majeurs pour l'humanité d'ici à 2015, notamment dans les domaines de la faim, de la pauvreté, de l'éducation, de la santé. Dix ans plus tard et à cinq ans de l'échéance finale, où en est-on ? Alors que les membres de l'ONU se retrouvent à New York à partir du 20 septembre pour faire un bilan de ces « huit objectifs du millénaire pour le développement », la FAO annonce que près d'un milliard de personnes souffre de la faim sur la planète. Entretien avec Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation et auteur de « La Haine de l'Occident » (Éditions Albin Michel, 2008, et Le Livre de poche, 2010).

Il y a 10 ans, 147 pays s'engageaient à s'attaquer aux 8 plaies de l'humanité « L'ordre cannibale ou démocratiquement b... »



Ces enfants sont-ils voués à ne connaître que la misère dans un monde qui compte 1 011 milliardaires en dollars (contre 25 en 1991) ?

HD. Cette Assemblée générale de l'ONU sera consacrée au bilan des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le premier était de réduire la pauvreté et la faim de moitié d'ici à 2015. À 5 ans de l'échéance, quel bilan faites-vous ? **JEAN ZIEGLER.** L'adoption des OMD en 2000 a été un événement très important. Au seuil du nouveau millénaire, 147 chefs d'État et de gouvernement (sur 192 membres

de l'ONU) se sont réunis à New York pour faire l'inventaire des principales tragédies qui affligent la planète, et que les Nations unies, dépositaire du bien public universel, doivent et peuvent éliminer. Ils ont également fixé un calendrier, défini des moyens, etc. Ce fut à bien des égards un sommet extraordinaire. Où en est-on 10 ans plus tard ? Le premier objectif, baisser de moitié

la proportion de victimes de la faim et de la pauvreté extrême d'ici à 2015, est un échec : en 2000, la FAO comptait 785 millions de personnes gravement et en permanence sous-alimentées, elles sont plus d'un milliard aujourd'hui. S'agissant de la mortalité infantile, seulement 32 États, sur 147 pays pour lesquels nous disposons de statistiques fiables, sont parvenus à la faire baisser en 10 ans. Même chose

de l'humanité. Et on nous dit aujourd'hui que ce n'est plus possible ?

Le monde peut être « brisé » JEAN ZIEGLER



AHMAD MASOOD / REUTERS

progrès économique et social de tous les peuples. » Or, il existe aujourd'hui, à l'intérieur de l'organisation, deux camps : ceux qui demandent des mesures coercitives pour que cet intérêt général soit assuré ; ceux pour qui seul un marché mondial libéralisé et privatisé permettra de répondre à ces huit tragédies mondiales. Dans cette deuxième catégorie figurent la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Leur théorie n'est pas complètement absurde : au

« Fin 2008, Merkel et Sarkozy annonçaient 1 700 milliards d'euros pour le système bancaire. Peu après, leur aide au Programme alimentaire mondial s'est tarie. Son budget est passé de 6 milliards à 3,2... »

cours des 10 premières années de la globalisation (1992-2002), le produit mondial brut a doublé, et le commerce mondial triplé. Ceux qui détiennent le capital financier mondial ont acquis d'incroyables richesses. Selon la BM, en 2009, les 500 plus importantes multinationales privées contrôlaient 52,8 % du produit mondial brut, c'est-à-dire de toutes les richesses produites en une année sur la planète, alors que, parallèlement, la misère explosait. Cet ultralibéralisme ne peut donc pas être la voie. Le drame, c'est qu'à l'intérieur de l'ONU, le FMI, la BM et l'OMC sont infiniment plus puissantes, financièrement et politiquement, que des organisations comme l'UNICEF, l'UNESCO, le Programme alimentaire mondial (PAM) ou l'Organisation mondiale de la santé.

HD. Les pays riches avancent la crise actuelle comme justification de cet échec des OMD.

J. Z. C'est faux. Le 22 octobre 2008,

se sont réunis à l'Élysée les 15 chefs d'État et de gouvernement de la zone euro. À 18 heures, Merkel et Sarkozy annonçaient sur le perron de l'Élysée qu'ils avaient dégagé 1 700 milliards d'euros pour le système bancaire. Dans les trois mois qui ont suivi, les crédits de ces États industriels puissants au PAM – qui apporte une aide alimentaire d'urgence à 52 millions de personnes – se sont taris. Son budget est passé de 6 milliards à 3,2 milliards.

Concrètement, au Bangladesh, le PAM a dû interrompre son programme de repas scolaires qui constituait pour 1 million d'enfants le seul vrai repas de la journée. Bien sûr, la crise est horrible mais elle est due à la spéculation effrénée, à l'avidité folle et criminelle de quelques oligarques, détenteurs du capital financier, qui ont ruiné leur propre système.

HD. Les objectifs du millénaire sont-ils encore réalisables ?

J. Z. Il est absurde de dire que nous pourrions les atteindre d'ici à 2015 sans qu'il y ait un changement structurel. Car il faut le répéter : les huit tragédies que recouvrent les OMD tiennent à l'ordre cannibale du monde, et c'est aux structures de cet ordre qu'il faut s'attaquer. Prenons le premier objectif. Pour éliminer la faim dans le monde, il faut supprimer les subventions à l'exportation des paysans dans les pays riches qui créent un dumping agricole insupportable dans les pays du tiers-monde. Sur n'importe quel marché africain, vous pouvez acheter des fruits, des légumes, du poulet français, anglais ou espagnol à la moitié ou au tiers du prix du produit équivalent africain : c'est la ruine des paysans africains. Il est vrai que la majorité des paysans)))

LES 8 OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE : BILAN

OBJECTIF N° 1. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, l'extrême pauvreté et la faim
Bilan 2010 : Pauvreté : les progrès réalisés depuis 1990 sont remis en cause par la crise économique avec, notamment, une augmentation des travailleurs pauvres. En 2005, 1,4 milliard de personnes vivaient dans une pauvreté extrême. Faim : recul, avec 785 millions de personnes souffrant de la faim en 2000 ; 925 millions en 2010.

OBJECTIF N° 2. Assurer une éducation primaire à tous les enfants
Bilan 2010 : L'objectif ne sera pas atteint en 2015 malgré des progrès.

OBJECTIF N° 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes
Bilan 2010 : « Les progrès sont anémiques sur tous les fronts, de l'éducation à l'accès aux processus de décision politique. »

OBJECTIF N° 4. Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans
Bilan 2010 : La mortalité est passée de 12,6 millions en 1990 à 8,8 millions en 2008 mais l'objectif ne sera pas atteint.

OBJECTIF N° 5. Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle
Bilan 2010 : Les progrès enregistrés sont très loin des 5,5 % de baisse annuelle nécessaire pour atteindre cet objectif.

OBJECTIF N° 6. Combattre le sida, le paludisme et d'autres épidémies
Bilan 2010 : L'épidémie de sida semble s'être stabilisée, mais le taux de nouvelles infections continue d'augmenter plus vite que la mise à disposition des traitements.

OBJECTIF N° 7. Assurer un développement durable
Bilan 2010 : 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base. Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté

OBJECTIF N° 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
Bilan 2010 : En 2009, l'aide publique au développement (APD) se montait à 0,31 % du revenu national des pays développés, loin de l'objectif de 0,7 %.

Source : rapport « Objectifs du millénaire pour le développement », juin 2010, www.un.org/fr/millenniumgoals

MONDE

» du Nord ne peuvent pas non plus vivre sans aide étatique. Leur fonction sociale comme producteur de nourriture et de sauvegarde du paysage doit être reconnue et rémunérée par des paiements directs, ce qui est très différent des subventions à l'exportation. Il faut également en finir avec la dette des plus pauvres pays du tiers-monde. Fin 2009, la dette des 122 pays dits « en voie de développement » était de 2 100 milliards de dollars. Cela signifie que tout ce que les pays les plus pauvres parvien-

rachetées par les hedge funds ou par des fonds d'État étrangers surtout pour en faire des plantations de palmiers à huile ou de canne à sucre pour le bioéthanol. Sur un continent où la faim augmente, où l'agriculture de subsistance est anémique, aliéner les terres arables pour les remettre aux multinationales – même si elles paient quelque chose aux États – doit être interdit. Or la Banque mondiale encourage ces ventes avec un argument idéologique qui, à première vue, n'est pas absurde : celui de dire qu'en Afrique,

HD. Cette Assemblée générale de l'ONU peut-elle permettre d'avancer ? J. Z. L'ensemble de ces structures meurtrières devraient être brisées par la négociation interétatique. Elles ne le sont pas aujourd'hui du fait de ce rapport de forces inégal entre les plus puissants, qui pratiquent le néolibéralisme le plus aveugle, pour qui tout est marchandise, et ceux qui prônent une approche normative, c'est-à-dire en termes de droits, un droit à l'alimentation, un droit à l'eau potable, etc., qui nécessitent pour leur réalisation

d'oppression peuvent être brisées par des décisions collectives. Le simple fait qu'il y ait une discussion mondiale lors de cette Assemblée des États du monde est primordial pour augmenter ce degré de conscience. D'autre part, des dirigeants du Sud comme Chavez, Correa ou Morales y seront et ils vont redire qu'il n'y a pas de fatalité. L'insurrection des consciences est en marche dans nos sociétés qui sont certes dominatrices mais démocratiques. Cela veut dire que nous pouvons exiger par la mobili-



GEORGE ESIRI / REUTERS



GURINDER OSAN / AP

Des sous-sols riches, et la misère pour ceux qui vivent dessus : les multinationales du pétrole au Nigéria (droite) ou de l'eau en Inde s'accaparent leurs ressources.

nent à gagner avec leurs exportations sert à payer les intérêts de la dette aux banques du Nord. Dans ces conditions, aucun investissement agricole n'est possible. En Afrique subsaharienne par exemple, seulement 3,8 % des terres sont irriguées.

Troisièmement, il faut interdire, par des lois, la spéculation boursière sur les aliments de base qui est, au sens propre, meurtrière. Sur les trois dernières années, 37 % de l'augmentation du prix des trois aliments de base de l'humanité (riz, maïs et blé) sont du gain spéculatif (1). Interdire aussi la production de biocarburants à partir d'aliments consommables. Près d'1 milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde ; et un enfant de moins de 10 ans en meurt toutes les 5 secondes. Dans ces conditions, brûler de la nourriture pour faire du carburant est un crime contre l'humanité.

Dernier point : le vol des terres. L'an dernier, en Afrique, 22 millions d'hectares de terres arables ont été

la productivité des terres est très basse et que ces investissements étrangers peuvent l'augmenter. Effectivement, ces terres deviennent

« 37 % de l'augmentation du prix des trois aliments de base de l'humanité (riz, maïs et blé) sont du gain spéculatif. Cette spéculation est meurtrière. »

rentables mais la véritable question est de mettre un pays africain en situation de rendre lui-même sa terre productive et d'assurer sa sécurité alimentaire. L'an dernier, le Mali a exporté 380 000 tonnes de coton – des devises qui sont allées en priorité à sa dette extérieure –, et a importé plus de 70 % de sa nourriture alors que les prix mondiaux ont explosé. Ces pays sont incapables d'importer suffisamment de nourriture pour nourrir leur population. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes gravement et en permanence sous-alimentées est passé de 70 millions en 1980 à 202 millions aujourd'hui.

des mesures contraignantes. Prenez l'exemple de l'eau que l'OMC veut privatiser. En Bolivie, il y a eu, en 2000, une guerre de l'eau. Les mul-

tionales Bechtel et Suez y avaient acheté, à des municipalités endettées comme Cochabamba ou El Alto, l'approvisionnement de l'eau. Elles ont réparé un peu les tuyaux et augmenté massivement le prix de l'eau potable renvoyant la population pauvre, majoritaire, aux ruisseaux pollués. Cette population s'est soulevée, et la privatisation a dû être annulée. Evo Morales est arrivé au pouvoir et, depuis, le système a radicalement changé.

L'espoir réside dans cette prise de conscience de plus en plus avancée que cet ordre du monde est cannibale, que le langage occidental des droits de l'homme est un double langage, que ces huit tragédies mondiales sont faites de main d'homme et que ces structures

sation populaire que les gouvernements changent de politique. En France, nous pouvons obtenir qu'à la prochaine assemblée du FMI, Christine Lagarde vote, au nom de la France, pour le désendettement des pays les plus pauvres, nous pouvons obtenir des lois nationales contre la spéculation, même chose en Allemagne, en Espagne, etc. Il n'y a aucune des structures meurtrières actuelles qui ne peuvent être démocratiquement brisées si nous nous réveillons. Et ce réveil est là, dans les mouvements sociaux nouveaux et anciens qui luttent sur l'un ou l'autre front contre la dictature mondiale du capital financier et les ravages qu'il impose à la planète. La ligne de flottaison de la conscience collective – ce que les marxistes allemands (Horkheimer, Adorno) ont appelé la justice exigible – augmente. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CHARLOTTE BOZONNET
cbozonnet@humadimanche.fr

(1) Rapport de la CNUCED de juillet 2009.